

LA PORTÉE POLITIQUE DE LA CORRUPTION EN ALGÉRIE

La démocratie est subvertie de l'intérieur

A un premier niveau d'analyse, l'émergence d'une corruption à la fois systémique et généralisée peut être liée à la nature néopatrimoniale des Etats africains. Dans Le Soir d'Algérie du 6 juillet 2009 — et dans cette même rubrique, nous avons évoqué «l'émergence d'une corruption à la fois systémique et généralisée (qui) peut être liée à cette nature néopatrimoniale».

L'Algérie n'échappe pas à cette analyse, faisant partie du triste lot des Etats prédateurs et déliquescents, où les violences de toutes sortes y font rage, où l'économie est en faillite, où sévit une pauvreté de masse, et où la fuite des capitaux ne cesse de prendre des proportions alarmantes.

Dans l'article d'aujourd'hui, nous avons choisi de traiter de la portée politique de la corruption en Algérie. En raison de cette nature patrimoniale de l'Etat, l'analyse de la corruption ne peut en Algérie se réduire à une simple analyse de type économique. La finalité de la corruption n'est pas seulement l'enrichissement et la survie économiques, elle est aussi profondément politique : c'est la survie politique des dirigeants qui est ici en jeu. Il faut insister sur le fait que dans un contexte structurel de rareté, le contrôle du pouvoir politique reste la clé de l'accès aux ressources économiques. Les enjeux de la compétition politique ne se réduisent donc pas seulement au simple contrôle de positions de pouvoir pour le pouvoir. Ils sont difficilement dissociables d'enjeux économiques plus immédiats.

La valeur marchande du bulletin de vote

D'où la difficulté majeure pour institutionnaliser, pacifier la compétition politique et donc démocratiser la vie politique. Les enjeux économiques et politiques sont en fait indissociables, car il faut des ressources économiques pour obtenir des ressources politiques et inversement. Dans le contexte autoritaire ayant précédé l'actuelle transition (pseudo) démocratique (transition qui ne cesse de se prolonger dans le temps), le pouvoir ne disposait pas de légitimité intrinsèque véritable.

La seule façon de faire accepter son pouvoir était de pratiquer une redistribution de type clientéliste fondée sur le favoritisme.

Le patronage politique et la distribution des prébendes étaient systématiquement pratiqués. Il y avait d'ailleurs une sorte d'affinité élective entre l'autoritarisme et la corruption. Aussi aurait-on pu espérer que l'avènement du multipartisme (consacré par la Constitution de 1989), suite

aux «événements» d'octobre 1988, aurait pu transformer cette situation. Cela n'a pas été vraiment le cas, ce n'est pas la démocratie qui a permis de dépatrimonialiser l'Etat, mais plutôt le patrimonialisme qui a subverti la démocratie. De plus, avec le multipartisme et des élections disputées — aucune élection depuis 20 ans n'y a échappé —, le bulletin de vote a retrouvé une valeur marchande qui avait disparu sous le régime du parti unique et des élections non compétitives. Les pratiques de corruption électorale qu'on avait connues à la fin de la période coloniale, mais qui n'avaient pas pu empêcher la pression contre le colonialisme de s'exprimer, sont réapparues.

Seuls les gens «riches» ont des chances d'être élus

Le multipartisme a introduit ainsi une nouvelle opportunité de corruption qui a été immédiatement saisie. La corruption a subverti véritablement les mécanismes électoraux en Algérie. Ce n'est pas seulement du fait des hommes politiques, mais aussi de celui des électeurs : il existe une attente de générosité de la part des électeurs, à laquelle l'homme politique se doit de répondre, s'il veut être pris au sérieux. Mais cette corruption électorale, pour être véritablement efficace, doit se camoufler en échange de dons et s'articuler au clientélisme. Si la corruption électorale s'exprime sous la forme d'un simple achat des suffrages, les électeurs peuvent accepter l'argent, car c'est toujours bon à prendre, mais ils ne se sentent pas nécessairement obligés de voter dans le sens voulu. Quoi qu'il en soit, le coût des campagnes électorales a explosé en grande partie en raison de la corruption électorale à laquelle s'ajoute le recours au marketing politique moderne.

C'est pourquoi seuls les gens riches, ou financés par des amis riches, ont des chances d'être élus. Cela favorise évidemment les dirigeants au pouvoir par rapport à ceux de l'opposition, car ils bénéficient de l'accès direct aux ressources de l'Etat. La démocratie se trouve alors subvertie de l'intérieur.

Le recours intensif à la corruption électorale

On pourrait penser qu'il ne s'agit que d'une maladie infantile des démocraties : les régimes démocratiques occidentaux, à leurs débuts, connaissaient largement ces pratiques de corruption électorale, qui ont maintenant pratiquement disparu. Mais

d'autres formes de corruption politique plus subtiles les ont remplacées, alors que l'utilisation de la communication politique moderne a fait, là aussi, exploser les dépenses électorales.

Le recours intensif à la corruption électorale, s'il n'est pas efficace dans toutes les circonstances, fausse largement les mécanismes démocratiques dans son principe même, et aussi en portant atteinte à l'égalité entre les candidats et les partis. La corruption politique ne prend pas seulement la forme de la corruption électorale au sens d'achat des voix. Elle s'étend aussi à l'achat et à la cooptation des opposants, ce qui fausse la compétition. Elle s'étend de même à l'ensemble du financement politique. Le recours intensif à la corruption, combiné avec l'utilisation

privative des moyens de coercition et d'administration de l'Etat, a permis effectivement la survie politique d'un grand nombre de dirigeants et d'hommes du pouvoir. La corruption politique, en corrompant le système politique lui-même, empêche les mécanismes démocratiques de jouer le rôle qu'on est en droit d'attendre d'eux dans la lutte contre la corruption, dans la mesure où les mécanismes de responsabilité jouent difficilement dans un tel contexte. Si le recours aux mécanismes démocratiques peut paraître en principe comme la meilleure méthode pour dépatrimonialiser l'Etat, l'expérience montre que c'est souvent l'inverse qui se produit : c'est le patrimonialisme qui permet de bloquer ou de subvertir la démocratie.

Djilali Hadjadj

OBAMA MULTIPLIE LES DÉNONCIATIONS DE LA CORRUPTION

Simple discours ou réelle volonté politique ?

Le nouveau président américain, Barak Obama, ne cesse, depuis son investiture il y a 6 mois, de dénoncer, à intervalles réguliers, la corruption un peu partout dans le monde. La lutte contre la corruption et les paradis fiscaux occupent une place non négligeable dans le programme de son mandat présidentiel : simples effets d'annonce à caractère populiste ou démagogique, ou réelle volonté politique du successeur de Bush à s'attaquer à un fléau qui n'a jamais été aussi dévastateur ? Seul l'avenir nous le dira.

Lors de son investiture le 20 janvier dernier...

Dans son discours d'investiture le 20 janvier dernier, il avait interpellé «ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption, la tromperie et en réduisant la contestation au silence, sachez que vous êtes du mauvais côté de l'histoire».

Parlant de son pays, il avait précisé que «notre économie est sérieusement affaiblie, conséquence de l'avidité et de l'irresponsabilité de certains, mais aussi de notre échec collectif à opérer des choix difficiles et à préparer le pays pour une nouvelle ère», tout en fustigeant «ceux d'entre nous qui gèrent les dollars publics (et qui) devront rendre des comptes, pour dépenser sagement, changer les mauvaises habitudes et travailler au grand jour, parce que ce n'est qu'ainsi que nous pouvons restaurer la confiance cruciale entre un peuple et son gouvernement...».

... A Moscou le 7 juillet 2009...

C'était l'un des grands discours de politique étrangère du président américain après ceux de Prague (5 avril) et du Caire (4 juin). Mardi 7 juillet 2009, devant les étudiants de la Nouvelle école d'économie de Moscou, Barack Obama s'est livré à un exercice oratoire d'une demi-heure sur les relations russo-américaines.

Quelques extraits de ce discours : «Partout sur cette planète, on devrait avoir le droit de faire des affaires ou d'aller à l'école sans avoir à payer de pot-de-vin... La liberté d'expression et de réunion a

offert aux femmes, aux minorités, aux ouvriers la possibilité de protester pour exiger l'égalité et le respect des droits qu'on leur refusait. L'Etat de droit et l'égalité de tous devant la justice ont démantelé les privilèges, fait disparaître les appareils politiques corrompus, mis fin aux abus de pouvoir.

Les médias indépendants ont mis au jour la corruption à tous les échelons du monde des affaires et des pouvoirs publics. Des élections ouvertes nous permettent de changer de cap et de demander des comptes à nos dirigeants. L'histoire nous montre que les gouvernements qui sont au service de leur peuple survivent et prospèrent, au contraire de ceux qui ne servent que leur propre pouvoir. Les gouvernements qui représentent la volonté du peuple sont bien moins susceptibles d'entraîner la faillite de leur Etat, de semer la terreur parmi leurs citoyens ou d'entrer en guerre contre d'autres pays.» Fin de citation.

...Et au Ghana le 10 juillet

Barack Obama a reçu le 10 juillet 2009 un accueil triomphal à son arrivée au Ghana, pour sa première visite officielle en Afrique subsaharienne depuis son arrivée à la présidence des Etats-Unis.

Il a choisi le Ghana comme exemple de bonne gouvernance, dans un continent marqué par de multiples conflits, coups d'Etat et exemples de corruption : «L'une des raisons pour lesquelles nous nous rendons au Ghana est qu'il s'agit d'une démocratie qui fonctionne, avec un président résolu à faire reculer la corruption, et où l'on constate une croissance économique notable», a-t-il déclaré.

Dans son discours devant le parlement du Ghana, Barack Obama a rappelé qu'il s'était engagé à «accroître sensiblement» l'aide américaine au continent noir, «ce qui est dans l'intérêt de l'Afrique et de l'Amérique», mais il a ajouté que «les Etats africains devaient combattre la corruption et faire prévaloir l'Etat de droit», et qu'«aucun pays ne va créer de richesse si ses dirigeants exploitent l'économie pour s'enrichir eux-mêmes, ou si sa police peut être achetée par des trafiquants de drogue.

Personne n'investira là où un gouvernement prélève 20%».

POUR MIEUX COMPRENDRE

Qu'est-ce que le patrimonialisme ?

Pour Max Weber (1864-1920), sociologue et économiste allemand, et un des fondateurs de la sociologie moderne, le patrimonialisme, est un mode de gouvernement basé sur une forme de domination personnelle, empruntant à la fois à la tradition et surtout à l'arbitraire. Le chef dans cette situation traite toutes les affaires comme s'il s'agissait de trucs personnels, de «propriétés privées». D'autre part, le patrimonialisme regroupe des pratiques comme le clanisme, le népotisme, le tribalisme, la corruption, etc. Ainsi, il n'y a pas de véritable distinction entre le domaine public et le domaine privé.